



Depuis le 12 mai, les élèves de Bobigny n'ont **pas de cantine, voire d'étude**. En effet, une partie du personnel s'occupant de ces services a décidé de faire **grève pour alerter sur sa situation de précarité et l'incertitude de son avenir au sein des établissements scolaires**. Ils exigent tout simplement de savoir de quoi sera fait leur futur professionnel !

Sur Bobigny, près de 30 % du personnel communal est en CDD : des contractuels, pas des fonctionnaires, dont le maire peut décider – ou non – de renouveler le contrat, sans avoir trop à se justifier. C'est un problème très actuel puisque cette précarité se renforce avec le projet de loi El Khomri.

Concrètement, pour vos enfants, que cela signifie-t-il ? Que les agents de service qui sont actuellement près d'eux, qui les connaissent, qui sont formés, qui sont ancrés dans le projet pédagogique de leur école seront peut-être remplacés l'an prochain par des personnes qu'il faudra de nouveau former et à qui il faudra forcément laisser le temps de s'approprier les lieux, les collègues, les élèves, le projet... Comment justifier ces changements ? Pourquoi les faire subir aux personnels, aux élèves et aux enseignants ? Comment demander à ces agents de s'investir pleinement dans leur travail alors que rien ne leur garantit une stabilité ? Quelle vie pour eux qui ne peuvent jamais se projeter ?

« On vaut mieux que ça » est un cri qui résonne de plus en plus en France depuis le projet de loi El Khomri. Il s'applique ici totalement. Ce personnel, nos élèves et nos équipes éducatives valent mieux que ces visions budgétaires à court terme. C'est pourquoi la CGT Educ'action93 soutient totalement ce personnel et appelle, à l'instar de la CGT des Fonctionnaires Territoriaux, les parents et les enseignants à se mobiliser pour obtenir le renouvellement de ces contrats.

Bobigny, le 17 mai 2016